

N° 801 — 4 F
DU 2 NOV. AU 8 NOV. 78

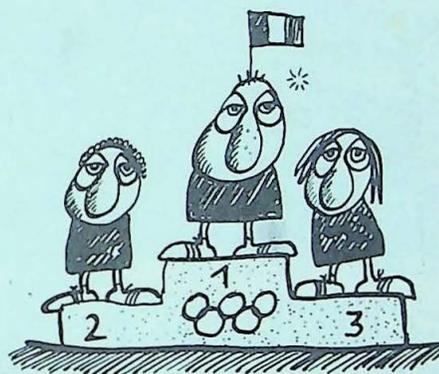
NOUVELLE ÉDITION

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

Qui décide
à la C.G.T. ?

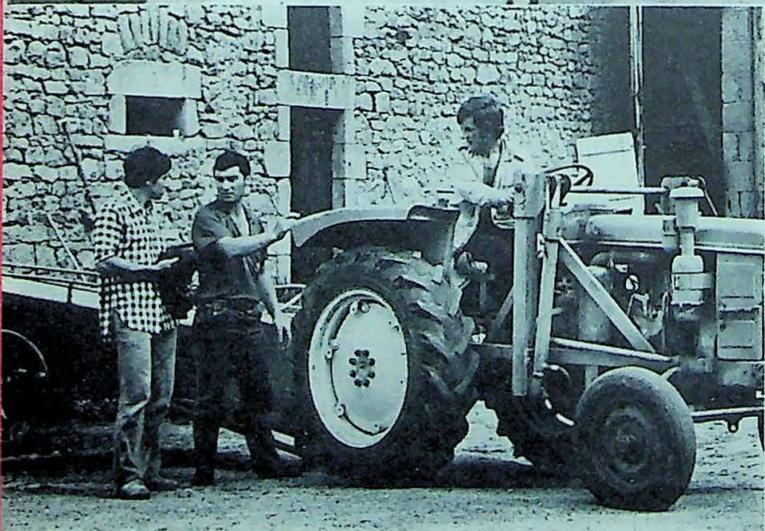


Soisson :
Bye Bye, M. de Coubertin !

Larzac :
la grande marche

Salariés agricoles :
face à la loi-cadre

Poitiers :
réussir la convergence autogestionnaire



Manifestation au Ministère de l'Agriculture.



LA GRANDE MARCHÉ POUR LE LARZAC

A l'appel des paysans du Larzac et des Comités de soutien, la journée d'information et d'action du 28 octobre a connu un succès encourageant sur toute la France.

Dans l'Aveyron, d'abord : marche de 2 000 personnes entre Sainte-Affrique et Tournemire, où l'armée remet en service une ligne de chemin de fer à usage exclusivement militaire. A la préfecture de Rodez, manifestation de 800 personnes.

Et ailleurs ? A Paris : 4 000 personnes de Beaubourg à la gare de l'Est. Lyon : 3 000 personnes. Avignon : 400. Toulouse : 1 500. Montpellier : 3 000. Montbrisson : 400. Valence : 1 000. Nîmes : 600. Marseille, Belfort, Vichy, Albi, Montargis, Mulhouse, Vannes, Tours...

Ces manifestations ont été organisées ou soutenues de façon très large par les organisations et conseils municipaux de gauche.

- Plus d'une trentaine de meetings ont eu lieu en présence de paysans du Larzac.

- De nombreuses actions d'information ont été réalisées en des lieux divers, dans plus de 130 villes.

- Des milliers de lettres ont été envoyées au Président de la République, pour s'opposer au projet d'extension du camp militaire.

- De nombreux mouvements, syndicats ou organisations (Ligue des Droits de l'Homme...) ont renouvelés leur opposition à l'extension.

- Des manifestations de solidarité ont également eu lieu à l'étranger, notamment à Liège et Bruxelles où des délégations se sont présentées devant l'ambassade de France, et le Consulat.

- Plus de 400 personnes ont effectuées un jeûne de solidarité dans plus de 40 villes de France. Le même type d'action s'est déroulé à l'étranger : à Coblence, Rome, Vienne, Barcelone, Cologne.

L'ampleur du mouvement de solidarité qui s'est ainsi manifesté au cours de cette dernière semaine, ainsi que ce samedi 28 octobre, prouve que la lutte du Larzac est bien vivante et qu'elle est considérée comme fondamentale pour les libertés, la démocratie, la paix dans notre pays.

Le 8 novembre, les paysans du Larzac commenceront, à partir de Millau, une longue marche sur Paris. Elle comportera 24 étapes et a pour but d'amener Giscard à abandonner purement et simplement le projet d'extension du camp militaire.

Restons mobilisés : le plus grand nombre de personnes, d'organisations, de mouvements doivent s'associer à cette marche et la soutenir. Gardons le Larzac. ■

LA CHASSE AUX AVOCATS

La chasse aux avocats se poursuit. M^e Pierre Lenoël, avocat au Barreau de Bobigny, vient d'être inculpé d'« entrée et de sortie irrégulières d'objets d'un établissement pénitentiaire ». Il lui est reproché d'avoir adressé en février dernier une enveloppe contenant des coupures de presse et 12 pilules d'un somnifère à l'un de ses clients. Si M^e Lenoël revendique hautement « en tant qu'avocat la possibilité de communiquer à des clients » de telles coupures, il nie avoir placé dans l'enveloppe litigieuse des pilules. Quand on sait la consommation faite par l'Administration pénitentiaire des potions magiques destinées à calmer les « clients » dont elle a la charge, cette histoire de pilule paraît dérisoire.

Provocation, prétexte ? M^e Lenoël s'était permis d'exercer les droits de la défense jusqu'à l'intérieur-même des prisons en critiquant l'intolérable extension des quartiers de Haute Sécurité. Cela, l'Administration pénitentiaire et l'Exécutif ne peuvent le supporter. A suivre. ■

20 GROSSESSES EN 21 ANS

Jeudi dernier comparait aux assises de la Seine-Saint-Denis, à Bobigny, une femme qui a tué son mari voici deux ans.

Si l'on ne peut excuser ce geste, il faut savoir que cette femme âgée de 44 ans a eu 20 grossesses en 21 ans, qu'elle a mis au monde 16 enfants à l'hôpital de Montfermeil (93) — enfants qui furent placés à l'Assistance publique au fur et à mesure de leurs naissances. Après ces 20 grossesses, en 1971, il lui fut enfin accordé une ligature de trompes. Après avoir purgé 9 mois de préven-

tive, elle a été condamnée jeudi à 18 mois avec sursis.

Le Mouvement français pour le planning familial a été cité comme témoin par la défense. Mme Simone Iff, mandatée par le Mouvement, est venue jeudi matin témoigner à la barre en rappelant aux jurés le vote de la loi sur la contraception en 1967... dont les décrets n'ont été appliqués qu'en 1972. Les moyens ne sont toujours pas en place en France pour l'application de cette loi.

Le manque d'information, ou les contre informations pèsent lourdement sur les couples ; la fatalité du conditionnement au rôle de mère, entretenue et réactivée par le pouvoir en place, ne font que renforcer les résistances à la contraception et laisse les femmes très démunies. Le Mouvement combat cette fatalité afin que les femmes trouvent leur liberté. ■

NEUVES-MAISONS : BONS RESULTATS P.S.U.

Bon score pour le candidat du P.S.U., Georges Paget, qui se présentait aux cantonales de Neuves-Maisons, en Meurthe-et-Moselle : 7,81 % des suffrages exprimés. Bonne nouvelle, d'autant que la gauche arrive très largement en tête à l'issue du premier tour, dans cette circonscription où est implantée l'acierie à oxygène dont les travaux sont interrompus depuis la mi-juillet. ■

Crédits photos : p. 1 : Collobert, D.R. ; p. 2 : D.R. ; p. 5 : D.R. ; p. 6 : D.R. ; p. 8 : Fotolib ; p. 10 : Collobert ; p. 13 : J.-N. L. ; p. 15 : D.R. ; p. 16 : D.R. Dessins : Filippandré.

pour les 500 000 F

L'appel lancé par le PSU a trouvé un écho favorable parmi les militants et sympathisants. Aujourd'hui, les remontées de cotisations, de règlements de dettes internes au parti, et les souscriptions s'élèvent globalement à 200 000 F.

C'est bien, mais ce n'est pas suffisant. Il nous faut 500 000 F avant la fin de l'année. Ne relâchons pas notre effort. Le PSU doit vivre, il doit pouvoir compter sur ses militants et sur tous ceux qui jugent son action positive.

Pour tout envoi : C.C.P. P.S.U. Paris 1402044 S. ■

calendrier politique

● **Lundi 6 novembre (Montpellier) :** à 14 h au tribunal correctionnel, procès de Guy Guyot, militant P.S.U., ancien secrétaire général du Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté (M.D.P.L.), pour renvoi collectif de livrets militaires en solidarité avec la lutte des paysans du Larzac. Adressez des lettres de soutien à G. Guyot ou de protestation au président du tribunal. A 20 h 30, à la cinémathèque, 20, rue Aréma, film *Pour l'exemple* et débat « Larzac et défense » avec Claude Bourdet, président du M.D.P.L. et Léon Maillé, paysan du Larzac.

● **Mardi 7 novembre (Rennes) :** le CRIDEV (Centre rennais d'information pour le développement et la libération des peuples) et l'AMSP (Association pour une médecine au service des populations de l'Ouest), organisent une soirée-débat sur le thème « Quelle santé pour quel développement ? ». A 20 h 30, à la maison de quartier de Villejean, rue de Bourgogne. La soirée commencera par le film *Les racines de la santé*.

● **Mardi 7 novembre (Paris) :** Centre populaire de formation socialiste (cycle théorique) : à 19 h « Marxisme et nationalité » par Victor Fay.

● **Vendredi 10 novembre (Paris) :** C.P.F.S. (cycle historique) à 19 h

« Naissance du Parti socialiste en France » par Madeleine Rebérioux. Les séances ont lieu au CREFA, 78 A,

rue de Sèvres, salle Défense. Pour s'inscrire : C.P.F.S., 9, rue Borromée, 75015 Paris, ou sur place au moment des séances au CREFA. Un cycle complet : 70 F. Deux cycles : 120 F. Règlement à l'ordre du C.P.F.S., C.C.P. 153 07 39 C Paris.

Un cadeau pour les fêtes

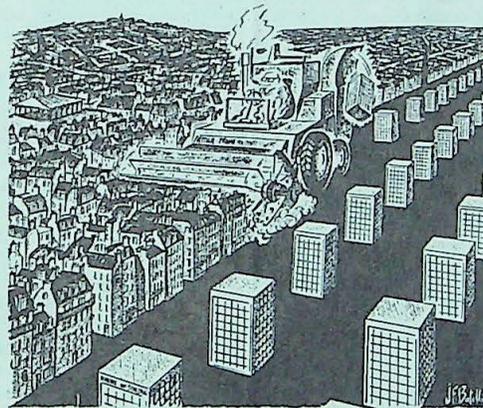
J.-F. Batellier, vous connaissez ? Depuis 68 toujours dans la rue, pour les fêtes, avec son expo itinérante. Dans ce livre, une centaine de dessins sur les thèmes : écologie, urbanisme, les transports, l'éducation, la consommation.

**PRIX SOUSCRIPTION
JUSQU'AU 30 NOVEMBRE :
30 F (au lieu de 40 F)**

BON DE COMMANDE

NOM, PRENOM
(écrire en lettres majuscules)

ADRESSE



1) Je passerai retirer exemplaires de votre ouvrage à partir du lundi 4 décembre, 9, rue Borromée, 75015 PARIS.

— Je règle par la présente la somme de 30 F × = F.
2) Je désire recevoir à domicile exemplaires de votre ouvrage.

— Je règle par la présente la somme de 30 F + 10 F (envoi) = 40 F.
Chèque à l'ordre de Syros, C.C.P. 19 706 28 Paris.

hUMEUR

" Souvent Alice varie... "

Explorateur audacieux de l'An 2000 et des infra-populations, Giscard a confié vendredi à l'assemblée générale de l'UNESCO une découverte bouleversante : les enseignants existent ! Il ne les a pas encore rencontrés, mais cela ne saurait, de toute évidence, tarder. Il paraît, ont appris les délégués de l'UNESCO confondus de ne pas y avoir pensé plus tôt en fondant leur Organisation pour les Sciences, la Culture et l'Education, que jamais nos sociétés n'ont à ce point dépendu de l'éducation.

Subsiste une interrogation métaphysique de la plus haute importance : le discours en question sera-t-il, dans les quinze jours, transmis avec un gros chèque d'excuse à tous les chefs d'établissement et à tous les présidents de fac qui croyaient naïvement que Beullac et Alice les faisaient vivre dans la misère parce que le Président ne les aimaient pas.

Alice Saunier-Séité, à la fin du mois de septembre, a signé un arrêt brimant les assistants d'Université : elle ignorait encore que son cher Président avait été touché par la grâce. Jeudi dernier, toute honte bue, elle a, devant les Présidents d'Université, reporté une grande partie des mesures présentées un mois plus tôt comme des décisions de salut public.

D'où le nouveau proverbe universitaire : *souvent Alice varie, bien fol qui s'y fie*. Cela lui apprendra à oublier de téléphoner à l'Élysée avant de faire ses colè-

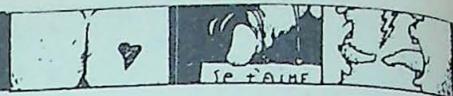
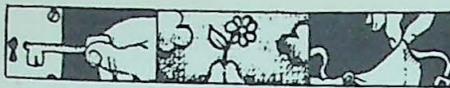
res. Il reste bien quelques mesquineries dans le repentir d'Alice, mais les profs-bien-aimés de la Coordination d'enseignants qui vient de se constituer contre le ministre s'apprête à lui faire imprimer le discours de son grand chef sur papier couché, à tout hasard.

Toujours un peu déportée par la vitesse dans le virage de son Président, qui ruisselle désormais d'affection pour tous ceux qui enseignent, Alice a encore fait un impair. Avant la conférence des Présidents d'Université de jeudi dernier, elle a fait convaincre un bon nombre de ces braves messieurs de ne pas signer sans réfléchir un texte de solidarité avec l'université de Vincennes menacée : « *Je vais être gentille, a-t-elle fait dire, soyez donc gentils et compréhensifs avec moi, ne vous conduisez pas comme de vulgaires syndicalistes, ne soignez pas encore plus la publicité de cette université qui donne le mauvais exemple à vos étudiants et à vos professeurs.* »

Et ces braves mandarins, toujours courageux, ont... oublié de parler de Vincennes et d'adopter un texte.

Déçu sur le moment, Pierre Merlin, le Président de Vincennes, a un peu oublié ses soucis depuis vendredi soir : il sait désormais, heureux homme, que Giscard l'aime...

C.-M. VADROT ■



AVEC L'ESPOIR QUE ÇA CHANGERA

J'avoue ne pas très bien comprendre ; dans le n° 798 de T.S., je lis en dernière page l'appel du Bureau national « Le P.S. ne peut disparaître pour 500 000 F. » Bon, encore des problèmes de fric ! Les militants traînent pour régler leurs cotisations. Au passage, les camarades reconnaissent que le parti ne progresse pas en effectifs (ce serait plutôt le mouvement inverse). Bref, il y a des problèmes en la demeure. D'ailleurs, le T.S. « feuille de chou » (16 pages) que je lisais en cette rentrée, me faisais pressentir des difficultés.

Et puis dans ce n° 799, J.-M. Demaldent, dans sa réponse au *Matin*, ramène le problème financier actuel à des cotisations effectivement payées par les militants, qui tardent à « remonter » au national. « Rien de moins, rien de plus. »

Camarade Demaldent, tu crois vraiment qu'il s'agit de cela seulement : sympathisant P.S.U., j'ai pas mal travaillé avec ses militants ces derniers temps et je me pose toujours la question : quels véritables moyens le P.S.U. va se donner pour renforcer son impact dans le combat politique actuel, se renforcer en militants (où en est, une adhésion par militant, de 1976 ?) notamment des milieux populaires, ne pas hésiter à lancer des actions où lui, P.S.U., apparaîtrait en tant que parti qui a effectivement quelque chose à proposer aux gens (et c'est le cas).

Face à un P.C. qui s'accroche dans son sectarisme à un P.S. new look défenseur des travailleurs français et européens (au côté de Schmidt et Soarès !), merde, il y a quelque chose à proposer. Et les moyens reviennent au premier plan : T.S. va-t-il rester cette feuille de chou pas trop mal faite mais, en son état de pagination, invendable. Il faut des ronds pour ça et quand on collecte l'argent par souscription, il faut en faire état dans le journal pour voir si les militants et innombrables amis du P.S.U. y tiennent tant que ça ! Le P.S.U. lui aussi a besoin d'une organisation plus conséquente : plus de permanents donc plus de présence dans les luttes. Tout est lié.

Excusez cette imixtion dans les affaires d'un parti (que j'aime bien) mais auquel j'hésite encore à adhérer because réelle effi-

cacité. Avec l'espoir que le congrès changera pas mal de choses et pour vous prouver que je ne fais pas que causer, ci-joint ma petite participation à la souscription.

Ph. ANTONIN, Maubeuge ■

P.S. : D'ailleurs, quel type de participation à la préparation du congrès est prévue pour les sympathisants. Ils ont droit, je crois, à la parole et sont donc concernés par les débats préparatifs du congrès. Peut-être faudrait-il envisager des contributions au niveau régional et pour cela, indiquer dans T.S. les adresses des fédérations du parti par exemple.

Merci pour ta participation ! « Rien de moins, rien de plus ! » répondait au *Matin* sur un point précis : il n'y a pas hémorragie de militants. Pour le reste, tu as raison et personne ne peut se satisfaire des 16 pages. Les sympathisants peuvent participer à la préparation du congrès. La section de base la plus proche devrait pouvoir t'intégrer à ses débats. Seuls les votes sont réservés aux membres du parti.

J.-M. DEMALDENT. ■

SALUT QUAND MEME

Je n'ai malheureusement pas le loisir de vous faire part de tous les commentaires que la lecture des trois derniers numéros de T.S. ont pu m'amener à faire. Sur le contenu, pour simplifier, c'est toute la différence entre un courant libertaire auquel je participe et une conception et un engagement d'une certaine façon plus rigoureuse qui est celle du P.S.U., complémentaire d'ailleurs. Bon, la forme, en gros, le peu d'épaisseur et le format me laissent une impression de peu, un malaise d'inconsistance. J'ignore ce qui vous fait préférer l'hebdomadaire à la mensualité ou semi, il pourrait y avoir pour les rédacteurs (plus nombreux qui plus est) le temps, le soin d'approfondir leur pensée, bien sûr toujours à partir de l'actualité et en restant dans le champ de compréhension de lecteurs plus « modestes », mais touchez-vous beaucoup de ceux-là ?

De temps en temps, promis, je jette un coup d'œil sur T.S. et bien plus que par écrit, je pourrai peut-être apporter mes commentaires à l'équipe du journal lors de la prochaine fête. Pour ce qui est de la fête, félicitations, l'accueil et l'esprit libertaire qui s'y manifestent me semblent indiquer

des signes terriblement favorables pour toutes les luttes, engagements et diverses politiques culturelles et artistiques. C'est avant l'été et les vieilles tendances au décrochage vacances, etc., un sacré petit coup de pouce vraiment pas négligeable, merci bien.

Bon, faut que j'aille pointer, salut.

Georges CHARPENTIER ■

CET ARTICLE M'A ETONNE

L'article sur « Les prud'hommes au goût du jour » dans le numéro 799 m'a beaucoup étonné.

Tout d'abord quelle est donc cette mystérieuse « règle du plus fort » ? Peut-être voulez-vous dire que la « règle du plus fort reste » ? En quoi est-ce si grave ? Même si un autre système aurait été préférable, il ne faut pas se faire d'illusions ; pour pourvoir un petit nombre de sièges aucun système n'est très bon et ceux qui font intervenir la proportionnelle (avec ou sans, la règle du plus fort reste) sont quand même plus justes que le scrutin majoritaire.

Quant à l'exclusion des syndicats bidons elle n'est pas prévue dans la loi mais elle n'existe pas non plus actuellement et de toute manière hors de certaines entreprises à l'encadrement musclé on voit mal quelle audience ces syndicats pourraient trouver. Si un travailleur prend la peine de voter aux prud'hommes c'est dans l'espoir d'être « défendu » — quelle que soit sa conception de cette « défense », et cela ce n'est pas la C.F.T. qui pourra l'offrir ! [...]

[...] Ce projet — où les aspects positifs l'emportent nettement sur les aspects négatifs — n'est pas pour autant bien sûr un cadeau du pouvoir mais le résultat d'années de lutte sur ce thème, il suffit pour s'en convaincre de le comparer aux projets antérieurs ou à la situation actuelle — à condition de regarder lucidement la situation actuelle sans l'embellir a posteriori pour les besoins de la cause.

Enfin, pourquoi avons-nous toujours répété, dans les partis, les syndicats, sur les murs, « seule la lutte paie », si c'est pour nier l'existence d'un acquis des luttes, quand il s'en présente un ? [...]

Jean-Marie DROUIN, Menecy ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle
NOM Prénom
Adresse
Profession
Code postal Ville

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)
Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
Rédacteur en chef : José Sanchez
Rédacteur en chef adjoint : René Lanarache
● Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, C. Deshliat, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan
● Et pourtant elle tourne : J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel
● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot
Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Filipandré
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux
Directeur de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
9, rue Borromée, 75015 Paris
Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37
Administration et publicité : 566-45-37
Numéro de la commission paritaire : 37 392
Distribué par les N.M.P.P.
Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse : Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

● Editorial

Rencontre de Poitiers : réussir la convergence autogestionnaire par **H. Bouchardeau** p. 5

● Où va la France ?

Points de vue : Giscardisme et social-démocratie par **L. Goldberg** p. 6

Changer le PSU par **A. Fontaine** p. 7

● Social

Luttes sociales quel débouché politique ? par **G. Arno** p. 8

Lip expose p. 9

Travailleurs de l'agriculture : le pari de la F.G.A. par **D. Rivière** p. 10



● La parole à

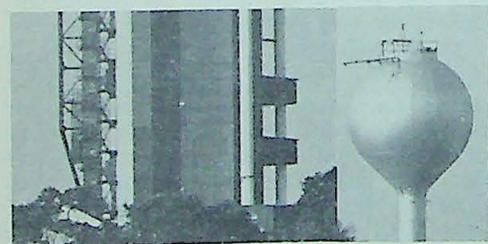
Georges Minazzi : qui décide à la C.G.T. ? p. 11

● Forum de l'autogestion

Le plan Soisson : « bye, bye M. de Coubertin » par **J.-J. Cléry** p. 12

● Et pourtant elle tourne

Antilles... à la dérive par **Ph. Mariélie** p. 13



● Les armes de la critique

BD : les aventures de Gotlib chez les Aztèques par **B. Blanc** p. 14

Cinéma : Agonies par **F. Gastellier** p. 15

Livres : Coups de dés par **Ch. Carlier** p. 15

Joan Pau Verdier par **M. Martin** p. 16



Rencontre de Poitiers : Réussir la convergence autogestionnaire

Par Huguette BOUCHARDEAU



Il y a deux manières d'occuper l'espace politique. Ou multiplier les ronds de jambes à l'égard des acteurs du premier rang de la scène, et entrer dans le jeu des politiciens chevronnés, qui jaugent leur impact et leur réalité au nombre de citations obtenues dans la presse parisienne. Les pressions « amicales » ne manquent pas, en ce moment, pour que le P.S.U. reconsidère ses positions à l'égard de quelque tenant du hit-parade politique (1). Ou tenter, même si cela correspond à un travail plus ingrat, d'occuper cet espace en provoquant des événements politiques qui aient une véritable dimension collective. C'est une tentative de ce genre que représente la rencontre de Poitiers.

Car l'espace politique ouvert, aujourd'hui, pour les autogestionnaires, est bien réel. Qu'on relise les textes qui ont marqué, au printemps, la contestation au sein des partis de gauche, après la défaite de mars. Parmi les analyses les plus souvent répétées deux thèmes apparaissent : les critiques à l'égard de projets de société incapables d'intégrer, autrement que comme mot d'ordre surajouté, l'aspiration à l'autogestion ; et les difficultés des partis traditionnels à traduire les préoccupations des mouvements écologiques, des femmes, des jeunes.

Si nous avons voulu, pour notre part, nous faire l'écho de ces questions, nous sommes encore loin d'y donner des réponses. En particulier, nous sommes à la recherche d'articulations possibles entre les luttes et les réflexions qui se mènent dans le domaine de la production, et celles qui se multiplient, sinon en marge, du moins en d'autres lieux qu'en ce domaine. La rencontre de Poitiers du 18 et 19 novembre peut être un moment fort de cette recherche. A condition que nous en voyions à la fois les limites et les exigences.

Nous avons été bien ambitieux, en baptisant de « Front » le rassemblement réalisé, de manière très diverse selon les particularités locales, avant les élections de mars. Le langage politique est décidément bien mâle, et l'on n'a pas fini d'y compter les analogies militaires. Parlons plutôt, et ce sera plus conforme à la réalité et à l'esprit même du travail que nous avons entrepris, de « convergence ». Convergence de sensibilités différentes, d'expériences historiques diverses, de pratiques multiples.

Nos camarades de Lip, au moment le plus fort de leur lutte, et pendant le congrès d'Amiens, avaient lancé l'idée d'un Institut de contrôle ouvrier. Il n'a pu voir le jour. Pourquoi, aujourd'hui, ne pas relancer des initiatives dans ce domaine ? Nous avons parlé, dans T.S. des projets récents — et des débats qu'entraînent ces projets —, à propos des radios libres, de la télématique, de la presse « parallèle », etc... Ces exemples-mêmes nous imposent la démarche à suivre. Si la convergence de Poitiers doit tenter un effort de coordination, rechercher des lignes de cohérence, nous ne pouvons le faire qu'à travers des confrontations multiples, sur des thèmes précis, et dans des domaines où, réellement, existent des expériences. Nous devons abandonner l'idée du parti politique, comme unique centre de réflexion et d'impulsion, qui réunirait autour de lui différents groupes spécialisés, et leur proposerait la ligne juste.

Est-ce à dire que ces convergences vont naître et se multiplier spontanément ? Ce serait compter, là encore, sans la réalité : le P.S.U. ne peut adopter, à l'égard de la réunion de Poitiers, une simple attitude d'attente. Nous avons été le groupe le plus nombreux et le plus organisé du Front autogestionnaire. Nous continuons à être les animateurs de nombreux comités de base. La réussite de Poitiers repose donc en grande partie sur nous. Sur notre volonté d'y être présents, d'abord. Surtout, sur notre capacité à y inviter ceux et celles avec qui nous nous retrouvons quotidiennement dans l'action. L'organisation de la rencontre sous forme de carrefours spécialisés devrait nous permettre d'inviter, à côté des militants syndicalistes qui s'interrogent sur la nouvelle division internationale du travail et sur l'emploi, à côté des écologistes, des antinucléaires, le journal local qui s'est lancé dans le vide de l'après-mars, le groupe municipal ou le comité de quartier... Il devrait même nous permettre d'avoir des rencontres, des débats, avec les groupes les plus critiques à l'égard des formes traditionnelles de l'organisation politique, comme des groupes femmes.

Et qu'on ne s'y méprenne pas. Parmi les questions que posent tous ces groupes, celle du rapport au pouvoir n'est pas absente. Nous ne serons pas les seuls à la poser, et les lieux différents d'où elle risque d'intervenir enrichirait considérablement le débat. Le bon vieux partage des tâches entre militants politiques et militants sociaux est bien malade... Aidons-le à mourir. ■

(1) Nouvel Observateur - N° 728.

où va la France ?

Points de vue

Depuis la défaite électorale de mars, le paysage politique se modifie sensiblement. Le débat est ouvert sur les perspectives. Le congrès du P.S.U. doit normalement se tenir les 12, 13 et 14 janvier à Saint-Etienne. Sous le titre « Points de vue », différentes analyses, partielles ou globales ; différentes propositions, même très minoritaires, doivent pouvoir

s'exprimer sous la forme d'articles. Nous souhaitons que ce débat, pour l'instant, reste près de l'actualité et s'intègre dans la rubrique « Où va la France », échappant, si possible, au genre rédactionnel des tribunes préparatoires au congrès.

J.M.D. ■

Giscardisme et social-démocratie

Le projet rocardien tient compte des réalités mais ne s'attaque pas aux racines de l'exploitation de classe.

Autour de quel projet politique construire (ou reconstruire) une unité populaire offensive ? Aujourd'hui, plus que jamais peut-être, c'est la question décisive. Sans projet mobilisateur, le mouvement ouvrier ne pourra bloquer le processus de décomposition et de division du prolétariat enclenché par la crise et le libéralisme sauvage. C'est une évidence.

Pourtant le discours encore dominant à gauche puise toujours son inspiration dans le Programme commun de 1972. Comme si la défaite de mars 1978 n'avait pas eu lieu, comme si la crise mondiale n'existait pas, les partis de gauche continuent de croire que la relance de l'expansion économique peut tout résoudre : le chômage, les inégalités, les équipements collectifs.

Cette version « de gauche » et « sociale » de la croissance capitaliste, fondée sur la maîtrise par l'Etat de l'économie, ne conduit pas réellement à une remise en cause des formes actuelles de la division du travail et des rapports sociaux. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le Programme commun est resté un accord de « sommet ». Ce projet est aujourd'hui en crise.

Il n'est pas sans intérêt de constater que ceux qui le remettent en cause, que ce soit au P.C. ou au P.S., s'appuient sur les thèmes autogestionnaires. Il nous faut y être attentifs.

C'est dans ce contexte qu'il convient, me semble-t-il, d'apprécier le projet qui s'esquisse autour du discours rocardien. Ecartons d'abord les jugements sommaires et les fausses évidences : il n'y a pas de « Rocard

d'Estaing » et la social-démocratie n'est nullement vouée à gouverner avec la droite, contrairement à ce qu'affirment certains à tout propos.

D'abord, parce que la politique de l'équipe Giscard-Barre ne laisse, pour l'instant en tout cas, aucune place au compromis. Ensuite parce que le giscardisme conduit à un Etat qui n'aurait que de lointains rapports avec les rêves sociaux-démocrates : débarassé de certaines formes d'intervention et de contrôle de l'économie, se contentant de garantir de bonnes conditions générales de mise en valeur du capital, il aurait — selon la philosophie « libérale » — rendu à la « concurrence » une bonne partie de ses fonctions de redistribution des revenus, voire de protection sociale. Cette perspective est profondément contraire à toute la tradition social-démocrate française, y compris dans sa version « moderniste ».

Certes, le projet libéral repose sur une bonne part d'illusion : le retour au « libre jeu » de la concurrence pour rétablir les « équilibres économiques » est impossible à l'époque des monopoles et des multinationales. Ce que nous prépare Giscard, ce n'est pas le retour à l'Etat libéral du XIX^e siècle, mais plus vraisemblablement l'instauration de nouvelles formes de contrôle social et de régulation économique plus subtiles et plus autoritaires que les précédentes.

Il reste que cette perspective suppose pour aboutir une défaite du mouvement ouvrier sur le terrain social, la marginalisation d'une partie du mouvement syndical et l'intégration du reste dans des mécanismes de collaboration de classes, ce qui ne manquerait pas de provoquer l'éclatement du P.S. Tel est le véritable espoir du régime.

Entre le « libéralisme avancé » et la social-démocratie, l'antagonisme est trop profond pour laisser place à une collaboration du type « 3^e force ».

Que signifie, dans ces conditions le discours rocardien sur la « rigueur

économique » ? Plus qu'une acceptation du libéralisme giscardien et de ses conséquences sociales, il s'agit de sortir des incohérences du Programme commun : puisqu'il y a crise et que le P.S. est pour l'ouverture sur le marché mondial, il faut en tirer toutes les conséquences. Cela implique l'acceptation de la nouvelle division internationale du travail et de certaines reconversions de l'appareil de production. Cela implique aussi le refus de s'engager dans des promesses inconsidérées d'augmentation de salaires.

Rocard prêche donc le réalisme : il faut accepter les contraintes de l'environnement mondial ; mais en contrepartie, changer ce qui peut l'être dans les rapports sociaux. Tel est le sens du discours rocardien sur l'autogestion. On déléguerait des pouvoirs croissants à des collectivités de base, on favoriserait des expériences sociales et économiques (expédient au chômage ?), on étendrait les pouvoirs des travailleurs dans les entreprises.

Ce projet, il faut le souligner, n'exclut nullement des réformes profondes (en ce qui concerne la hiérarchie des revenus par exemple).

Il constitue un autre type de réformisme que celui du Programme commun : en contrepartie de l'acceptation des « règles du jeu » du marché mondial (c'est-à-dire du capitalisme), il propose non pas des avantages sociaux et matériels mais de la « participation », du pouvoir et de « l'autogestion ».

Mais quelle autogestion ?

La compétitivité sur le marché mondial est inséparable des normes sociales imposées par le capitalisme. Autrement dit, l'insertion à la Rocard sur le marché mondial laisse une marge très faible dès qu'il s'agit de remettre en cause les statuts sociaux et la division du travail. Plus qu'à une subversion des rapports sociaux et des rapports de pouvoir, c'est à une certaine forme de co-gestion que conduit cette logique : dans les entreprises avec les détenteurs de capitaux, hors de la production avec l'Etat. La couche technicienne serait la grande bénéficiaire de l'opération et la base sociale d'appui de cette version modernisée du réformisme (comme jadis

l'aristocratie ouvrière fut la base sociale de la social-démocratie).

Ce projet conduit à un nouveau compromis social avec la classe dirigeante (et non à un ralliement au giscardisme). Il a pour lui de tenir compte des réalités (la crise) et de prendre en compte des aspirations profondes (l'autogestion). Il peut aussi se traduire par une consolidation d'un P.S. lié à des mouvements sociaux divers, et par des stratégies syndicales adaptées.

Mais il est loin de s'attaquer aux racines de l'exploitation de classe, ni même de résoudre les problèmes soulevés par la crise (et notamment le chômage); il n'apporte que des réponses partielles à la remise en cause des valeurs, des rapports sociaux, des hiérarchies, inhérents au capitalisme, que l'on a pu constater au travers des luttes sociales de ces dernières années. Il lais-

se dans l'ombre le problème décisif de l'Etat et du pouvoir politique.

C'est pourquoi, à mon avis, l'élaboration d'un projet politique autogestionnaire, commencé autour du P.S.U. avec son programme « *Vivre, produire et travailler autrement* » et avec « *l'utopie réaliste* » n'est nullement rendu caduc par l'émergence du projet rocardien. Bien au contraire. Puisque la mouvance autogestionnaire est devenue un enjeu, il nous faut aborder au fond les problèmes posés et en débattre publiquement. Non pas pour nous inscrire dans la « dynamique rocardienne ». Encore moins pour apporter notre appui aux courants néo-staliniens. Mais pour faire émerger une stratégie anticapitaliste fondée sur un projet réellement alternatif au système. C'est, à mon sens, une tâche essentielle.

Léo GOLDBERG ■

Changer le PSU

Au congrès d'Amiens (1974) nous avons demandé que le P.S.U. abandonne sa stratégie compétente exprimée par le courant de Rocard, pour devenir le parti politique nécessaire à la défense prioritaire des exécutants. Nous avons alors dénoncé le choix suicidaire des majoritaires qui abandonnaient la place au courant des Assises dans le champ politique pour la construction d'un pôle politique autogestionnaire servant de référence à la C.F.D.T. Aujourd'hui, les conséquences en sont évidentes pour notre parti qui se retrouve affaibli devant la même alternative : jouer la mouche du coche du courant des Assises ou adopter enfin les analyses du courant « C » (1) qui exigent de lui un changement profond.

CHANGER LA LIGNE

Les majoritaires reconnaissent que leur ligne a échoué. Dans leurs contributions à la conférence nationale les uns, comme Armang Jung, commentent : « le parti ne pouvait pas faire autrement », les autres, comme Michel Mousel, se réjouissent d'avoir échappé à un certain nombre de stratégies ! Il est d'autant plus faux de s'écrier que le parti était engagé sur une voie unique, que d'autres ont été avancées ; quant à affirmer que nous avons évité un désastre plus important, rien ne permet de le vérifier. Il n'y a qu'une stratégie à laquelle nous n'avons pas échappé : celle des majoritaires, et on est sûr qu'elle était mauvaise.

De gré ou de force, tout le monde tombe finalement d'accord sur la nécessité d'une autre ligne. Mais pour qu'elle soit crédible, cette mutation implique que les camarades qui ont conduit le parti à l'impasse comprennent au moins qu'ils doivent se retirer. Il ne faut surtout pas qu'un parti autogestionnaire laisse subsister à sa tête un groupe de dirigeants inamovibles s'accrochant à leur place quelle que soit la ligne adoptée. Tout changement profond va nécessairement de pair avec le changement des personnes, car même en supposant que la nouvelle ligne soit enfourchée par les mêmes hommes, elle trébucherait mortellement sur le manque de confiance que ces hommes susciteraient.

Bien que la situation soit aujourd'hui plus délicate pour le P.S.U., la perspective reste toujours la construction d'un pôle autoges-

tionnaire autour des intérêts des exploités (cf. textes du courant « C » d'Amiens, décembre 1974 et Strasbourg, janvier 1977).

Pour ce faire notre parti est-il décidé à offrir une grille d'analyse cohérente qui permette au Front autogestionnaire puis au rassemblement des autogestionnaires d'élaborer et d'enrichir un projet servant de référence aux luttes des exécutants ?

NECESSITE DES ANALYSES DU COURANT COMMUNISTE AUTOGESTIONNAIRE

Face aux problèmes politiques présents et à venir, les militants du P.S.U. doivent comprendre et expliquer en quoi les deux grands partis de gauche ne représentent pas les intérêts des exploités. La position majoritaire, qui s'appuie sur l'existence d'un « bloc social anticapitaliste », avance comme argument que les travailleurs subissent le poids idéologique des bureaucrates d'une part, des sociaux-démocrates d'autre part. Mais comment les travailleurs, incapables jusqu'à ce jour de distinguer dans la pratique leurs véritables défenseurs, pourront-ils changer d'attitude ?

En mettant l'accent sur la nécessité, pour le P.S.U., de s'appuyer en priorité sur les exécutants, face au P.S. qui est principalement au service de la classe compétente et face au P.C. principalement soucieux des intérêts de ses propres militants, les analyses du courant « C » donnent une réponse à la plupart des interrogations des militants et des travailleurs. L'échec de l'union de la

gauche et l'évolution présente du P.S. apportent des garanties à la validité de nos propositions qui peuvent servir de bases à un pôle politique autonome où les cédétistes pourraient trouver un répondant à leur propre autonomie syndicale.

CHANGER LE FONCTIONNEMENT INTERNE

Il va de soi qu'un projet autogestionnaire doit entraîner une harmonisation entre les perspectives et le fonctionnement du parti. Au congrès de Strasbourg, nous avons déposé une première série de propositions dans ce sens : création d'un secteur ouvriers-employés, autonomie des secteurs, décentralisation des décisions au niveau régional et local, respect des minorités avec l'abandon du centralisme démocratique. Nous avons demandé que le couple Information-Formation se substitue au couple Décision-Exécution, base du fonctionnement des partis traditionnels. Cela implique que nous étudions, non seulement la façon de choisir les responsables dans les structures, mais aussi la nature de leurs fonctions.

S'il est impossible de concevoir une organisation sans bureau central, un parti autogestionnaire ne peut posséder de bureau national politique, organisme qui concentre au maximum le pouvoir de décision. Le bureau national ne peut pas être supprimé mais il doit être transformé en bureau administratif dont toute organisation a besoin pour faire circuler les informations et pour assurer certains contacts extérieurs. Sans se faire d'illusions sur la neutralité politique d'une quelconque administration, il faut prendre une série de mesures qui vont dans ce sens :

- l'organe politique central est la D.P.N. qui assure les ajustements politiques nécessaires à la stratégie votée par le Congrès. Elle est élue par ce dernier en tenant compte de sa représentativité par rapport aux régions et aux courants.

- la Direction politique nationale (D.P.N.) nomme un Bureau administratif à la proportionnelle des courants, formé de camarades n'appartenant pas à la D.P.N. Cette clause est essentielle pour éviter la situation actuelle dans laquelle le bureau national, en participant aux débats de la D.P.N., a transformé celle-ci en simple chambre d'enregistrement de son action. En séparant physiquement les deux organismes, on augmente les chances d'un véritable contrôle. De plus, cette mesure atténue le parisianisme des décisions, car la D.P.N. peut être plus facilement représentative de la province que le Bureau administratif siégeant à Paris.

Les modalités pratiques de ces transformations sont à préciser, mais elles sont un premier pas vers une reconversion de la nature des fonctions dans un parti autogestionnaire.

Aujourd'hui « changer le P.S.U. » pour en faire un parti réellement autogestionnaire au service des exécutants est un objectif à notre portée, car il ne dépend que de nous-mêmes. Les militants majoritaires du P.S.U. doivent reconnaître leurs erreurs et se convertir le plus rapidement possible sur les positions du courant « C » qui offre la seule possibilité de renouveau. Notre parti aura-t-il le courage d'adopter enfin nos analyses et nos propositions qui sont porteuses d'espoir par la perspective qu'elles offrent au mouvement des exploités et par le rôle qu'elles confèrent au P.S.U. dans le rassemblement des autogestionnaires ?

André FONTAINE ■

(1) N.D.L.R. : Le courant « C » est le courant communiste autogestionnaire.

Luttes sociales : Quel débouché politique?

L'unité pour quoi faire? avec qui? Voilà le type de débat qu'il faut proposer aux syndicalistes.

Le PSU a l'habitude d'ouvrir les colonnes de *T.S.* à des interviews sans pour autant apporter, en tant que parti, une réponse spécifique. Il se contente de reprendre et de soutenir les catalogues de revendications et les luttes en cours, alors qu'un débat important a lieu sur les stratégies en présence.

Edmond Maire et la commission exécutive confédérale de la CFDT se sont situés dans la logique d'une stratégie électoraliste faite par le PS. Ainsi, après les élections, la CFDT a essayé de négocier l'échec de la gauche; elle était persuadée que les 49% de vote à gauche était un atout susceptible de faire céder le patronat et le

gouvernement sur des problèmes centraux (SMIC, réduction du temps de travail, indemnisation du chômage). C'est une des faces de la politique de « recentrage » qui est un échec. Le rapport de force se crée dans l'action et ne se trouve pas dans un échec électoral. La droite s'est située en vainqueur et encourage le bulldozer Barre à tout casser.

La CGT, elle, a bien compris cette nouvelle situation. Il fallait relancer l'action pour s'opposer aux restructurations. Mais la concrétisation de cette stratégie s'est accompagnée d'un volontarisme qui s'est traduit par des actions minorisantes et anti-unitaires. La CGT perd du terrain et elle pense

LA TOUSSAINT DES MARINS

Pour les marins, pas de trêve de la Toussaint. La première réunion entre armateurs et syndicats a eu lieu lundi après-midi et n'a donné aucun résultat. Les organisations de marins (C.G.T., C.F.D.T., F.O. et Autonomes) ont présenté leurs revendications, la principale ayant trait à l'embauche de personnel étranger, payé à des salaires de misère, sur des bateaux français.

La Chambre des armateurs a toutefois déclaré qu'elle n'avait pas l'intention ni la possibilité d'étendre une telle politique... Les ports restent bloqués. Pour l'heure, la grève continue. ■



se développer en attaquant de façon primaire les propositions de la CFDT qualifiée de social-démocrate, reproduisant ainsi le type de débat PCF/PS sur le plan syndical.

L'échec électoral est dépassé

Aujourd'hui, l'abattement qui a suivi l'échec électoral de 78 est dépassé. Les travailleurs relèvent la tête. On assiste à plusieurs types de conflits. Une partie des travailleurs possède la sécurité de l'emploi (fonctionnaires ou assimilés, et entreprises en expansion); les autres, pour eux, se rapportent aux conditions de travail: PTT (réduction du temps de travail, effectifs, primes), SNCF (effectifs, sécurité), Education (vacataires, effectifs). D'autres travailleurs sont inquiets sur leur emploi; dans leurs entreprises, c'est le calme plat. Enfin, il y a ceux qui sont au chômage, qui occupent leur entreprise et tentent un redémarrage ou une reconversion.

Quelle stratégie peut proposer le parti dans cette situation? Certains au CERES, comme à la LCR, rêvent d'un troisième tour social obligeant les partis de gauche à refaire l'unité pour retrouver le débouché politique dont ils sont orphelins. C'est le sens de la tribune dans *Le Matin* et *Rouge* du secrétaire de la région parisienne PTT: il faut globaliser les luttes, les porter à un niveau supérieur. Autant il a raison quand il affirme son désaccord avec la politique de négociation à froid de la confédération, autant ce type de proposition nous place devant l'interrogation: quel débouché politique? comment reconstruire l'unité? quel type d'action? Voilà qui nous rappelle qu'avant 78, le Programme commun existait et que l'on attendait les élections pour résoudre nos revendications, sans agir. A ce moment-là, l'abandon de certaines revendications qu'un gouvernement de gauche ne voulait pas satisfaire n'a-t-il pas été accepté trop facilement? Entre la position confédérale de négociations tout azimut, la position du CERES qui voudrait bien revoir un Programme commun PCF/PS et la position de la LCR qui souhaite la grève reconductible des fonctionnaires, le PSU n'a-t-il rien à dire?

Stratégie de harcèlement

Il me semble qu'il faut distinguer le court terme et l'objectif poursuivi. A court terme, l'action politique doit être axée contre les restructurations, pour empêcher la réalisation de la politique de Barre. C'est d'abord localement que les victoires sont arrachées. C'est une partie de ce que dit Edmond Maire. Ainsi, comment ne pas analyser comme positif les actions des centres de tri de Pontoise et Créteil qui ont

obtenu des emplois pour eux et pour l'ensemble de la banlieue, le succès des préposés de Paris qui ont obtenu un samedi libre sur quatre, après des grèves de 24 h répétées ? Les batailles sont difficiles et longues. C'est donc une stratégie de harcèlement qui sera la plus efficace. Le PSU se doit d'expliquer les restructurations, de proposer une action coordonnée partis-syndicats sur ce thème. Il rejoint l'objectif de la CGT qui est de faire réagir le maximum de travailleurs contre la politique de Barre.

En rester à ce stade serait pour le PSU un abandon de son rôle de parti politique. Nous avons un projet qui s'appuie sur la construction de l'unité populaire et la réalisation de l'unité d'action anticapitaliste avec les forces de gauche. Alors, l'unité pour quoi faire ? avec qui ? voilà le type de débat que l'on pourrait proposer, entre autres, aux syndicalistes qui s'expriment dans T.S.

Gérard ARNO, militant PTT ■

Lip expose

A micronora, le stand de la Coopérative des Industries de Palente affiche complet

1976 : une délégation de Lip participe, à sa façon, à l'inauguration de Micronora, l'exposition biennale de la mécanique de précision. Elle reçoit dignement le Ministre venu inaugurer, en lui rappelant bruyamment les responsabilités des pouvoirs publics et du patronat dans le sauvetage de Lip. Elle réaffirme qu'une place existe pour Lip en France, quoiqu'en disent beaucoup de gens (trop) haut placés.

1978 : deux années ont passé. Qu'a fait le patronat ? Il a dénigré les Lip, il a fait des pressions pour empêcher toute solution raisonnable, il n'a eu de cesse de leur supprimer les allocations de chômage. Qu'ont fait les pouvoirs publics ? Ils ont harcelé les Lip, tentant à tous moments de les empêcher de vendre des montres, leur coupant le gaz, l'électricité et le téléphone, envoyant à plusieurs reprises la police pour les frapper, leur volant du matériel... Qu'ont fait les Lip ? Seuls, dans cette affaire, ils ont pris leurs responsabilités pour lutter efficacement contre le chômage. Ils ont créé une Coopérative, déposé un plan de relance, trouvé des financements, démarré les activités de sous-traitance mécanique, puis d'horlogerie et de boîtiers, malgré le blocage du syndicat, des pouvoirs publics et du patronat ; malgré les prophètes de malheur qui leur prédisaient l'échec ; malgré les remontrances de ceux qui auraient préféré les voir mou-

rir au nom d'un idéal, plutôt que de lutter pour le réaliser.

Signe de cet effort, la Coopérative des Industries de Palente exposait cette année à Micronora. Surprise générale à Besançon où personne ne l'en croyait capable. Faudra-t-il maintenant admettre que les ouvriers peuvent se passer de patron ? Faudra-t-il admettre qu'ils avaient raison de se battre pour leur emploi ?

La naissance de la Coopérative crée indiscutablement une nouvelle dynamique. Certains hauts-fonctionnaires commencent même à s'en apercevoir. Prou-teau, Secrétaire d'Etat, qui inaugurerait le salon, est venu spécialement au stand pour discuter avec le directeur de l'état d'avancement de la négociation du plan de relance. Les habitudes ne sont pas encore tout à fait changées : télévision et presse fuient les Lip comme la peste, mais certains sont obligés de reconsidérer leur position, comme le Préfet, ou même un officier de police municipale qui commentait : « *Quand je pense qu'il n'y a pas 6 mois on se tapait sur la gueule, j'aurai vrai-*

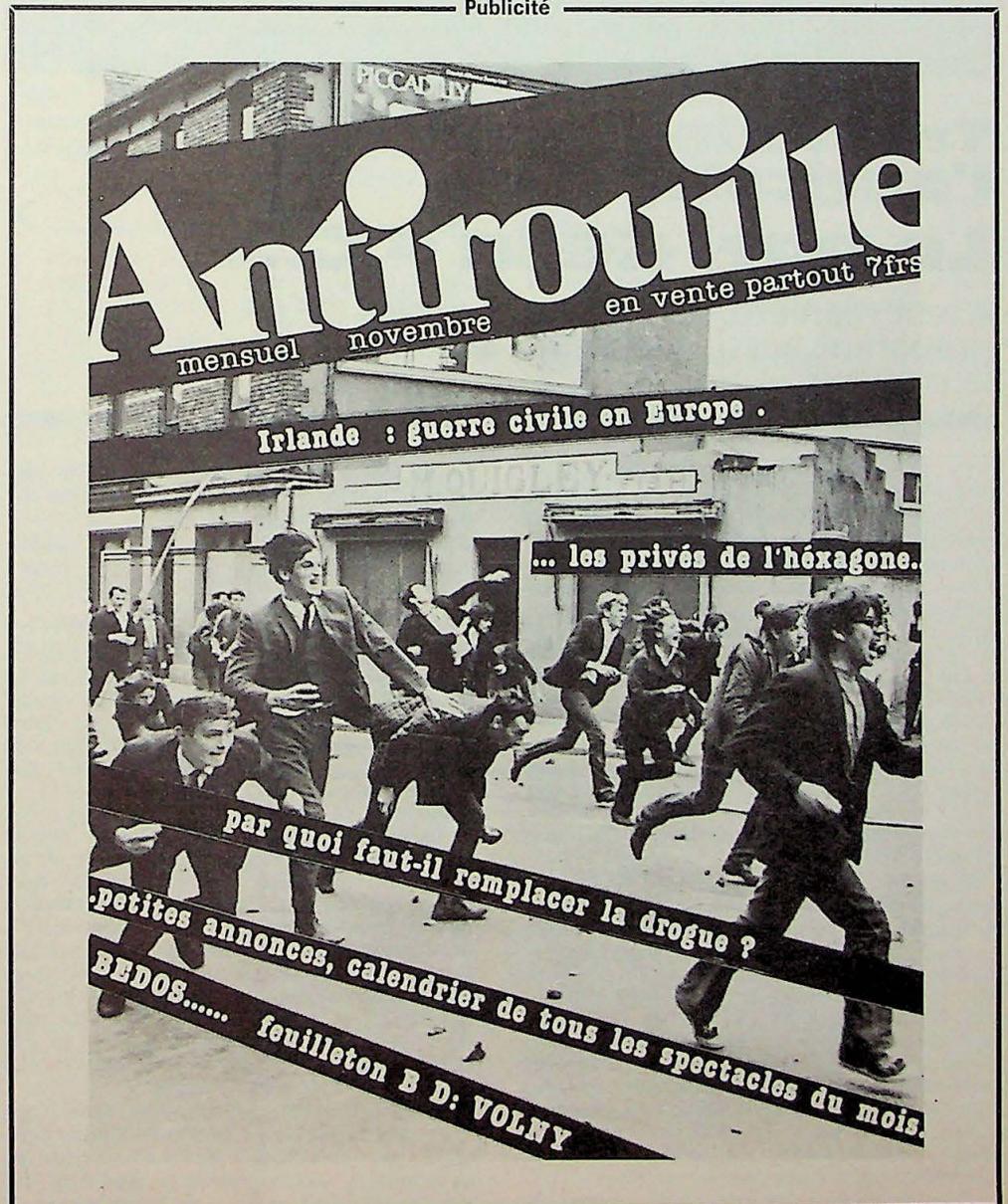
ment tout vu... » mais, s'empressait-il d'ajouter : « *Tout ça, c'est des paroles, on verra ce qu'ils feront après...* » Les Lip aussi attendent de voir ce qu'« ils » vont faire pour appuyer les efforts de création d'emplois au lieu de tenter de les torpiller.

En attendant, s'il le fallait, la démonstration est faite que Lip a un rôle à jouer dans l'industrie française. Le stand, qui soulevait la curiosité générale, a connu un tel succès que plusieurs exposants sont venus demander qui étaient ces fameuses Industries de Palente. La curiosité a fait place à l'intérêt réel qu'ont manifesté 62 nouvelles entreprises françaises, suisses, allemandes, italiennes et danoises. Par delà l'étroitesse de vue d'un certain nombre d'ennemis acharnés de Lip, des industriels, chaque jour plus nombreux, reconnaissent par des actes concrets que Lip peut vivre, que Lip vit.

Dans deux ans à Micronora, faudra-t-il organiser une manifestation d'industriels clients pour que l'on se décide à admettre que Lip doit vivre ? ■

extrait de Lip-Actualité, n° 9, octobre 78.

Publicité





L'élaboration de la loi-cadre :
les salariés agricoles se mobilisent aussi.

Travailleurs de l'agriculture : Le pari de la F.G.A.

A leur manière, les salariés agricoles C.F.D.T. préparent aussi la loi-cadre qui doit décider de leur avenir.

La Fédération générale de l'agriculture (F.G.A.) C.F.D.T. ne veut pas qu'on oublie les salariés au moment où se préparent les grandes orientations pour l'avenir de l'agriculture. Dès l'annonce par le Président de la République, dans son discours de Vassy en décembre 1977, d'une future loi-cadre agricole, elle avait manifesté sa volonté de voir le syndicalisme-salarié du secteur associé à son élaboration. Elle est allée le dire au ministre de l'Agriculture en juin dernier. Cette volonté de participation avait, semble-t-il, été entendue, puisqu'avait été décidée la création d'un groupe de travail spécialisé, même si cette instance ne comprenait que deux interlocuteurs, l'administration et les syndicats ouvriers, à l'exclusion des employeurs.

Pourquoi cette attitude participative, ce pari, de la part d'un syndicat qui se situe à la fois comme l'organisation majoritaire — et de loin — des salariés de l'agriculture, et comme la plus dure sur le terrain ? « Dans une loi-cadre, expliquent les dirigeants de la F.G.A., nous pouvons essayer de faire passer quelques priorités essentielles, dont la solution exige un engagement des pouvoirs publics, étant donné que sur d'autres points, qui en découleront nécessairement, l'acceptation de ces priorités faciliterait des solutions conventionnelles acquises par la négociation et par l'action sur le terrain. »

C'est donc dans le cadre de ce groupe de

travail, qui a commencé à se réunir fin septembre, que la F.G.A. a développé ses propositions prioritaires.

Parité légale et parité réelle

On retrouve d'abord la vieille revendication de la parité, du rattachement de la législation sociale agricole au Code du travail et non plus aux particularismes du Code rural. Une parité légale, c'est-à-dire l'égalité sociale avec la législation applicable aux autres formes d'entreprises, industrielles et commerciales. Mais, et c'est le second point, cette parité légale, pour être réelle, devrait tenir compte des conditions de taille ou de dispersion propres aux entreprises agricoles : par exemple en créant des comités inter-entreprises là où le nombre de salariés ne peut justifier la création d'un comité propre à chaque exploitation... Exigences aussi, dans un secteur à l'emploi aussi disséminé, d'un renforcement de l'inspection du travail, et, naturellement, de l'accès des salariés de l'agriculture à un régime social unique pour tous les travailleurs.

Cette parité doit se retrouver aussi dans la revalorisation du statut des salariés agricoles, qui sont au bas de l'échelle pour les salaires, les qualifications, la durée du travail, la sécurité, et qui sont exclus de la

retraite à 60 ans des travailleurs manuels : c'est une troisième priorité.

La quatrième se situe au niveau de l'emploi et de la formation : permettre l'accès d'un plus grand nombre à celle-ci, sans oublier la reconnaissance des qualifications acquises. La main-d'œuvre doit être **permanentalisée** : plus de contrats **saisonniers** allant jusqu'à 8 mois : la limite ne devrait pas dépasser 3 mois...

Pas d'aides sans volet social

La F.G.A. n'a rien contre les aides légitimes, apportées aux chefs d'exploitations pour favoriser leur modernisation. Encore faudrait-il lier ces aides économiques à un **volet social** : dans un plan de développement, par exemple, les aides devraient être conditionnées au comportement social des employeurs avec des engagements précis sur les salaires, la formation, la durée et les conditions de travail. Proposition originale dont la F.G.A. fait sa cinquième priorité.

Enfin, si les salariés sont légalement représentés dans les instances de l'agriculture, mutualité agricole, chambres d'agriculture, en fait, ils estiment y avoir peu d'écho face au **monopole de fait des agriculteurs**. Aussi demandent-ils, au moins dans un premier temps, la création d'un Conseil supérieur du salariat agricole où seraient pris en charge leurs problèmes spécifiques, dans une structure où ils se retrouveraient à part égale avec l'administration et les employeurs.

Pas d'illusions

Ces priorités ont-elles des chances d'être retenues dans la future loi-cadre ? La F.G.A. entend bien les pousser au groupe de travail devant ses interlocuteurs de l'administration. Du côté du patronat, elle a la promesse d'une rencontre, fin octobre, avec la F.N.S.E.A. de M. Debatisse, et d'une autre avec la Coopération agricole. Sur le terrain, elle va organiser une large diffusion de ses propositions au cours d'une campagne d'explications lancée par un Conseil national extraordinaire.

Alors, le pari de la participation — car c'est un pari — sera-t-il tenu ? On pourrait en douter, si l'on en retient les premiers échos. Interrogé à ce sujet par un journaliste agricole, le ministre de l'Agriculture n'a pas caché — c'est le moins qu'on puisse dire —, le peu d'intérêt que présenteraient pour lui ces propositions...

La F.G.A. ne doit pas se faire d'illusions : elle prépare aussi la mobilisation de ses militants. Sous le régime de MM. Giscard, Barre et Mhaïgnerie, et face au patronat le plus réactionnaire de France, les travailleurs de l'agriculture comme l'ensemble des travailleurs devront compter une fois de plus sur les seuls rapports de force qu'ils établiront dans l'action.

Dominique RIVIERE ■

LA F.G.A., LA PLUS REPRESENTATIVE

La F.G.A. s'affirme comme l'organisation syndicale la plus représentative du secteur agricole.

Aux dernières élections aux Comités d'entreprises, pour l'ensemble du secteur : exploitations - organisations - entreprises de transformation, elle a obtenu, tous collèges confondus, 36 % des élus. Après elle venaient : la C.G.T. (15 %), F.O. (10 %), la C.G.C. (6,4 %), la C.F.T.C. (3 %)...

Georges Minazzi : " Qui décide à la C.G.T. ? "

Affirmer notre indépendance c'est une chose, traduire cette indépendance dans les faits, c'est plus difficile, car nos structures actuelles ne permettent pas une réelle consultation de nos syndiqués sur des cas précis. C'est pourquoi je situe mon intervention au niveau politique en déclarant d'entrée que pour moi, il y a une tendance majoritaire à la C.G.T. qui impose son point de vue lorsqu'il y a des choix importants à faire.

J'ai été choqué en lisant *la V.O.* du 19 au 25 juin, de voir un titre mis en évidence : « démocratie syndicale, oui. Fractions, non ! »

Bien sûr, je suis pour la démocratie syndicale, je suis contre les fractions, mais qui peut croire un instant que c'est aussi simple que l'on veut bien le dire.

Où est la démocratie syndicale par exemple pour fixer le choix qui a été fait au niveau confédéral d'adopter les thèses du parti communiste à propos des élections législatives de mars 1978, contre celles du parti socialiste ou du P.S.U. ?, par exemple.

Il y a une démocratie de « délé-gation » qui fait que la Confédération décide en tout lieu, sans la consultation des adhérents de base.

Aucun Congrès ne donne des pleins pouvoirs ; si le soutien au Programme commun a été décidé en Congrès, après coup, il n'y a pas eu de congrès pour dire que seul le parti communiste avait raison.

Dans la longue polémique qui a duré six mois entre P.C.-P.S.-M.R.G., pour aboutir au 12 mars et ensuite à l'accord du 13 mars, scellé bien tardivement, tous les signataires du Programme commun ont mis en œuvre une tactique et une stratégie qui leur était propre, mais qui faisait peu de cas de la volonté unitaire des travailleurs.

La C.G.T. n'avait pas à privilégier un parti par rapport à un autre, elle avait à rappeler sans cesse son désir de changement véritable, elle avait à jouer un rôle plus positif en tenant compte de la réelle diversité qui existe dans ses propres rangs...

Georges Minazzi est membre du bureau du Syndicat C.G.T. Peugeot-Sochaux. Il est aussi militant au P.S.U. L'Hebdomadaire La Vie Ouvrière a fait connaître dernièrement ses positions dans le cadre de la tribune de discussion ouverte en vue du 40^e Congrès de la C.G.T. qui s'ouvrira le 26 novembre à Grenoble. Nous les reproduisons ici. Georges Minazzi est aussi l'auteur d'un livre paru aux éditions Syros : En marche, ou 30 ans de lutte à Peugeot-Sochaux.

... Je suis à la C.G.T., politiquement je suis au P.S.U., pourquoi n'aurais-je pas mon point de vue à exprimer sur des choix politiques ?

En adhérant je ne renie pas mes convictions, personne ne me le demande, au contraire, on me garantit de les respecter... mais ensuite, je m'aperçois que mon opinion politique ne vaut plus rien!!! C'est tout de même un peu dur à avaler. C'est vrai aussi pour d'autres adhérents ayant fait d'autres choix (socialistes, M.R.G....).

Lorsque G. Séguéy participe à un grand meeting du P.C., c'est son droit le plus strict, mais lorsque cette présence coïncide avec un choix de la confédération quasi identique à celui du P.C., cela pose un problème.

G. Séguéy est le gardien de l'esprit des statuts avant d'être un homme politique, sinon qui dans la C.G.T. peut veiller à ce point capital, en dehors du « prestige » qui s'attache au secrétaire général de la C.G.T. ?...

... Sur un autre plan, mais tout aussi important, la C.G.T. a agi trop vite, sans tenir compte de la réalité. Il s'agit de la Tchécoslovaquie en 1968. « *La commission administrative du 4 septembre 1968 considère comme positif l'aboutissement des négociations de Moscou avec les représentants qualifiés de Tchécoslovaquie.* »

Relire ce texte 10 ans après, nous permet de voir combien notre jugement était optimiste, puisque la Tché-

coslovaquie est toujours occupée militairement par les troupes russes, et que les libertés sont bafouées...

Dans le projet de rapport au 40^e Congrès, nous affirmons notre opposition à tout armement de destruction massive (armement nucléaire), Bien. Mais pourquoi en 1977 avoir quasiment escamoté ce problème lorsque les trois signataires du Programme commun ont retourné leur veste sur ce projet, passant du refus (1972) à l'acceptation en 1977. La C.G.T. a manqué sa vocation en minimisant le problème et en se contentant d'une vague déclaration perdue dans la polémique de l'époque.

Toujours la même interrogation : Qui décide ? A la lumière de quelle orientation ? Qui est consulté ? Pourquoi la base est-elle maintenue dans l'ignorance ?

La C.G.T. n'est pas un parti politique, c'est une organisation syndicale, il ne peut y avoir un centralisme qui règle tout du sommet. La base doit être consultée, elle doit pouvoir s'exprimer. Personnellement, je n'ai pas attendu 1978 pour aborder ce problème, je l'ai posé en 1968-1969-1970-1973, je le pose de nouveau car je n'ai pas eu de réponse satisfaisante.

Lorsque je demandais le droit d'expression dans *la V.O.*, dans les bulletins de l'U.D. du Doubs, toujours la même réponse... C'est pas possible!!!...

Affirmer comme un slogan que nous sommes un syndicat de masse, ce n'est pas suffisant, c'est sur le terrain que cela se démontre et ce n'est pas facile.

Nous devons donner une autre image de la C.G.T., notre indépendance doit reposer sur une triple exigence :

- défendre les droits fondamentaux des travailleurs, des hommes, sans faiblesse, partout où ils sont menacés ;
- ne pas être à la remorque de tel ou tel parti, mais tout faire pour unir les travailleurs sur des objectifs précis ;
- tenir compte réellement des « réalités » de notre organisation pour faire un vrai syndicat de classe et de masse.

Georges MINAZZI,
membre du bureau du
Syndicat Peugeot-Sochaux. ■

Le plan Soisson: "bye bye, M. de Coubertin!"



Poitiers : 18 - 19 novembre
**CONVERGENCE
AUTOGESTIONNAIRE**



LORSQU'AU début du siècle, sous la pression des sportifs des classes populaires se constituent des groupes de professionnels dans les secteurs rendus lucratifs (football par exemple), le dogme coubertiniste de l'amateurisme, de l'olympisme et du sport « désintéressé », produit d'une idéologie aristocratique-élitiste, est fortement ébranlé. Mais cette idéologie, réactionnaire du point de vue historique, reste celle de la bourgeoisie au pouvoir, légitimant en amont toute une pratique sportive « neutre ». A mesure que le sport devient une affaire juteuse, politiquement et financièrement, la pression sur ce dogme s'accroît. Peu à peu s'imposent l'étatisation et la professionnalisation du sportif de spectacle.

Prenant acte de cette évolution, Soisson établit une adéquation entre la réalité sportive et le discours officiel : le sport de haut niveau, internationalement compétitif, est une affaire politique et financière. Trop politique pour être confiée à la seule institution sportive, et surtout aux sportifs.

« L'important c'est de gagner. » Soisson établit ainsi l'héritage coubertiniste. Derrière la victoire il y a en effet la valorisation du système social, le renforcement de la cohésion nationale (« Oui à la France qui gagne »), enfin un formidable support pour les producteurs privés de biens de consommation et de production sportifs.

LA prise en charge totale de l'élite par l'Etat signe la fin du modèle archéo-libéral des olympistes. Plus encore elle signifie dans le projet giscardien la rupture de la pyramide masse-élite : rupture dont les premières victimes d'ailleurs sont les profs de gym.

Jusqu'à présent, il apparaissait à ces olympistes comme d'ailleurs, aux tenants du sport « matérialiste et scientifique », que cette élite était un super produit de la masse et que le système sportif reposait sur une pyramide dont il suffisait d'élargir la base pour développer le sommet. La lecture proposée est différente. Elle démasque la réalité encore en devenir du sport en France, et légitime les mesures draconiennes touchant l'éducation physique et sportive (E.P.S.).

Le pouvoir reconnaît que l'élite doit être dégagée d'un certain niveau de pratique, mais celle-là, hyper sélectionnée, aura pour unique fonction de représenter l'Etat et les firmes au niveau compétitif. Cette super élite de « super Dupont » aura une fonction strictement politique.

Par ailleurs, les modifications récentes et juteuses des conditions de vie et de travail ouvrant un large marché capitaliste du « loisir-sportif », il n'est plus nécessaire de

Les 18 et 19 novembre se tiendra à Poitiers la convergence autogestionnaire, lieu ouvert d'un débat pour tous ceux qui s'interrogent aujourd'hui sur le sens d'une démarche autogestionnaire. Les thèmes de discussions seront nombreux. « Tribune socialiste » continue dans ce numéro la publication d'une série de contributions sur quelques-uns des sujets précis qui seront abordés dans les différents carrefours. ■

développer et d'entretenir les masses dans le cadre sportif traditionnel, trop rigide.

Il est plus intéressant financièrement d'avoir des milliers d'adeptes de la planche à voile que quelques coureurs sur une piste le dimanche.

LE développement de la consommation culturelle, sportive, encore largement inégalitaire, rend moins nécessaire l'encadrement institutionnel et idéologique sportif ; ce d'autant plus que ces valeurs connaissent, pour les mêmes raisons et à cause de la résonance des thèmes anti-autoritaires, une certaine crise. Certes l'encadrement sportif traditionnel, spectacle sportif de masse, pratique compétitive, reste nécessaire comme champ de « loisirs » réservé aux classes populaires ; mais la consommation plus sophistiquée des classes moyennes, voire de certaines couches populaires supérieures, rend possible le projet libéral sur le corps.

Voilà dressé le cadre sportif : d'un côté, un corps d'athlètes d'Etat au rendement, forcés de l'olympisme et des championnats du monde, bardés de tricolore, de l'autre, une masse encore confuse embrigadée librement dans la consommation du loisir sportif.

Pas étonnant, en dehors du fait qu'ils « coûtent cher à l'Etat », que dans ce créneau les profs de gym soient menacés et aujourd'hui durement frappés par le pouvoir. Leur rôle de pratique sportive de masse, dont d'ailleurs ils n'avaient même pas les moyens, n'a pas produit les athlètes dont le pouvoir a besoin.

D'un autre côté, on a plus besoin d'eux dans la gigantesque « mise en condition physique » du consommateur de loisirs anti-graisse. Pire encore, certains, et de plus en plus, devenaient réticents à développer l'élitisme, la compétitivité leur préférant des pratiques « de rupture » prenant en compte

les revendications anti-hiérarchiques, anti-sexistes posées par la jeunesse et leur pratique.

FACE à cette offensive, dont on voit qu'elle est plus considérable que le simple problème du sport à l'école, quelles peuvent être les réponses des autogestionnaires ?

• **Dénoncer bien sûr la mystification** de l'opération « Soisson-Moscou » qui a de toute évidence pour fonction de préparer psychologiquement les Français à la défaite, voire à l'écrasement de ses élites en 1980 par les « hommes nouveaux » venus de l'Est, de Cuba, ou des U.S.A. ; dénonciation d'autant plus facile que cet enjeu est clairement défini comme politique par le pouvoir et que la mascarade olympique doit être contrée. La meilleure façon à notre avis de répondre à l'opération n'est pas, comme le fait le parti communiste, de réclamer plus de moyens pour cette politique, mais de prendre pour devise : « L'important c'est de ne pas participer. » Important parce que nous nous opposons au développement d'une catégorie de muscles d'Etat national, important pour le combat pour les libertés à l'Est comme à l'Ouest.

• **Bien saisir, dès aujourd'hui, les enjeux sur le corps des travailleurs**, autour de la réorganisation des conditions de travail ; inégale par secteurs elle trace quand même des champs d'exploitation et d'aliénation nouveaux (hors travail notamment).

Cela peut passer par l'organisation de la lutte dans l'institution sportive mais aussi sur la productivité du travail.

• **Enfin soutenir la lutte** (parents d'élèves autogestionnaires, remuez-vous), des profs de gym sur la base de ce qui pourrait être une organisation pédagogique différente, interdisciplinaire, et non compétitive, dégagée d'une certaine défensive pour entreprendre une modification de l'éducation du corps à l'école.

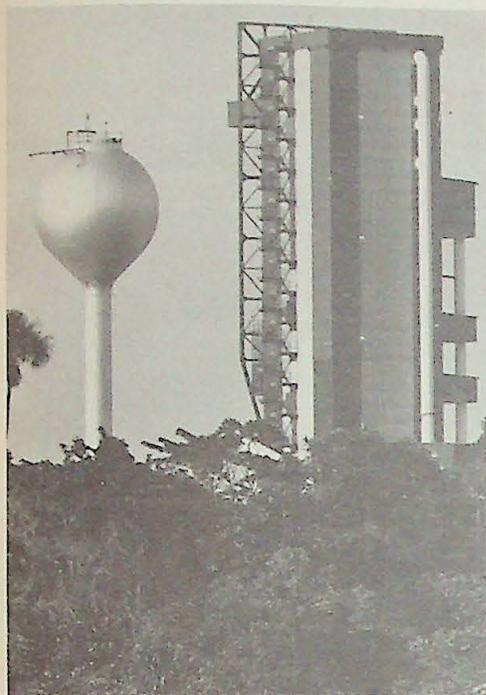
Le corps devient, partout, l'objet de nouveaux enjeux qui révèle les aspects multiples du projet capitaliste. Nous nous engageons dans un corps à corps avec lui.

Jean-Jacques CLERY ■

P.S. - La commission Sport du P.S.U. publiera prochainement un « PSU-Documentation » sur ce sujet.

La brochure de préparation de la convergence de Poitiers est prête : 2 F. La demander au Front autogestionnaire, BP 89, 75722 Paris, Cedex 15.

et pourtant elle tourne



Kourou (Antilles françaises) :
la tour de lancement de fusées Ariane.

Antilles... à la dérive (1)

**Courtisées sans retenue
pour les élections,
les Antilles se retrouvent
ensuite abandonnées
à leur sort.
Et il n'est pas enviable.**

Au pas de hussard, à tire d'aile, Jacques Chirac vient de parcourir la Guyane et les Antilles en tous sens. Il voulait « remercier » ces départements français des Amériques pour leur « fidélité » : en ces temps de gaullisme maigre, le R.P.R. n'y avait jamais tant fait recette que lors des dernières législatives. Il souhaitait aussi faire acte de présence dans ces pays qui, dit-il, « font que la France apparaît toujours comme une grande puissance ».

Plus concrètement, le leader du R.P.R. avait deux soucis : convaincre les Guyanais que le retard dans le lancement du fabuleux Plan Vert n'est pas de son fait (mais bien de ceux qui lui ont succédé à la tête du gouvernement) ; et conforter ses amis Békés des Antilles, effrayés par le débarquement dans leurs îles de la Compagnie fruitière — une société française chassée de Côte d'Ivoire — qui compte bien se replier dans les dernières colonies « sûres » de la France. Avec la bénédiction de Paul Dijoud, le secrétaire d'Etat aux Dom-Tom, parti ré-

comment en guerre contre les « privilégiés » des Békés au nom du libéralisme giscardien...

Au-delà de ces préoccupations politiques, il reste le lancinant « blocage antillais » : d'anciennes colonies qui ne se sentent pas tout à fait départements ; des Français conscients d'être entièrement à part ; des pays entièrement dépendants d'une lointaine capitale (7 000 km, mais un « Boeing 747 » par jour...), qui ne peuvent rester insensibles au grand bouillonnement de la région caraïbe. Ce n'est pas drôle de ne pas savoir qui on est au juste ; ni d'avoir l'air d'un anachronisme...

Malédiction et invasion

Quelques « flash », pour donner une idée du climat actuel dans ces trois départements (850 000 personnes, en tout). La Guyane d'abord : au flanc ouest de l'Amérique latine, entre le Surinam et le Brésil indépendants, elle se résume à une côte de 300 km le long de laquelle on avait implanté jadis le fameux bagne. Aujourd'hui, c'est la Légion étrangère ; et surtout le centre spatial de Kourou, avec son immense domaine, où on prépare les tirs de lancement de la fusée européenne Ariane. Le reste : la forêt amazonienne à perte de vue, avec quelques grands fleuves boueux comme seules voies de pénétration.

Le Plan Vert lancé en 1975 par Chirac et Stirn à grand renfort de démagogie — le temps des « nouveaux pionniers » etc. — devait « sauver la Guyane de la malédiction » : le bagne, l'enfer vert... La montagne a accouché d'une souris : trente familles seulement se sont installées ; les sociétés américaines, qui devaient exploiter industriellement le bois et « donner à la France son indépendance en matière de pâte à papier », ne sont pas venues ; par contre, beaucoup de Guyanais ont crié à « l'invasion » lorsque 535 réfugiés laotiens de l'ethnie Hmong, protégés du gouvernement et du Secours catholique français, ont été installés en rase forêt, avec subsides, coutumes, missionnaires et tout le nécessaire pour une vie « entre eux ». Plusieurs milliers de leurs frères attendent, en France ou en Thaïlande, de les rejoindre...

Pendant ce temps, des exploitants peu scrupuleux vident la forêt de ses espèces les plus rares, qui sont exportées brutes, et usinées au Vénézuéla ou en Colombie. Kourou, la ville spatiale, a été construite en béton. Les poteaux télégraphiques et électriques sont en fer ou en ciment : arrivés directement de France. Et les grandes poutres portantes de l'aérogare de Cayenne sont... des pins de Hongrie. On ne s'étonnera pas que la balance

commerciale soit déficitaire à 95 %, et que les Guyanais les mieux disposés à entreprendre se sentent dépassés par un peuplement et une administration entièrement décidés à Paris, très loin d'eux.

Accouplement honteux

Ajoutons à ce tableau que les « élites » suivent des itinéraires politiques capricieux : Montgénie, ancien leader maoïste, est aujourd'hui président de la jeune Chambre économique et giscardienne « progressiste » ; le maire de Cayenne, M. Holder, qui a succédé à Léopold Héder à la tête du Parti socialiste guyanais, est un membre en vue du « Gouvernement mondial de l'âge de l'illumination » ; Serge Patient, l'auteur du « Nègre du Gouverneur », est devenu un des « hommes de Dijoud » dans le département, etc.

Et que l'église catholique locale, peu dégagée du contexte colonial, connaît une crise sans précédent : batailles homériques entre missionnaires spiritains et séculiers ; curés détroqués ; paroisses « sauvages » ; prêtres déplacés, etc... Rarement une telle violence, et une telle ambiance de règlements de compte auront agité un clergé.

Il faut dire qu'en Guyane, comme en Alsace, les curés sont rétribués par la préfecture comme des fonctionnaires ; la grande majorité, évêque en tête, n'en sont que plus soumis... et ouvertement hostiles à tout ce qui rapprocherait les milieux religieux des « autonomistes » ou des « indépendantistes », fut-ce par le biais de la J.O.C. locale, accusée récemment d'avoir « accouplée sans honte ni pudeur la jeunesse chrétienne avec des partisans du marxisme sans Dieu ».

La scène se passait à Saint-Laurent-du-Maroni, au nord du département. A l'occasion du premier mai, les jeunes de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne avaient — leur aumônier en tête (1) — défilé en compagnie du syndicat le mieux implanté localement : l'Union générale des travailleurs guyanais (U.G.T.G.), dont le leader, Alain Michel, ne cache pas ses options indépendantistes. Il est vrai que, pour les Boch, les Boni ou les Saramaca de la forêt, la France, cela ne signifie pas grand chose. Tandis que, pour un clergé encore animé par l'esprit de la « mission » coloniale, « l'accouplement » dont il est question frisait la provocation...

Philippe MARIÉLIE ■

**Prochain article :
Antilles... qui enragent**

(1) Il s'agit de Jean-Marie Hyacine, le seul jeune prêtre guyanais de tout le diocèse (sur un clergé d'une trentaine de membres). Curé de la cathédrale de Cayenne, il vient d'être affecté à une paroisse de la périphérie de la ville.

BD : les aventures de Gotlib chez les Aztèques

Des bandes dessinées à la pelle, pour apprendre l'histoire.

On nous fait croire que la B.D. est une invention récente. Quel mensonge ! La B.D. existe depuis toujours et les amateurs de *Petits Mickeys*, obligés pendant des années de se cacher dans les WC pour se livrer à leur vice favori, prennent aujourd'hui une éclatante revanche : il suffit de lire l'ouvrage que Kurt Ross publie chez Seghers, *Codex Mendoza, manuscrit aztèque* (124 p. - 68,00 F), pour se

dévoiler l'avenir : la B.D., quel merveilleux livre d'histoire ! Ceux qui craquent dessus n'ont rien compris. Et ils ratent ici un vrai chef d'œuvre, l'album le plus achevé de la série. Pour redonner vie à une race en voie de disparition, plusieurs théories s'affrontent : il y a le sage qui mange des carottes biologiques, le guerrier qui prévoit un remake de *Star Wars*, l'industriel qui ne rêve que de machi-



Une B.D. de Daniel Rougé, dans Méfi.

rendre compte que ces gens-là s'y connaissent déjà pas mal en B.D. A l'arrivée des envahisseurs européens, la civilisation aztèque était en plein essor. Il a suffi de quelques années pour qu'elle disparaisse. Cette B.D.-là raconte comment c'était avant le passage du rouleau compresseur européen. Un livre indispensable pour mieux comprendre un génocide. Un aztèque a dessiné tous ces Mickeys à la demande du 1^{er} Vice-Roi de la Nouvelle-Espagne qui voulait envoyer à Charles Quint un récit détaillé de ce qui se passait dans les colonies. Et vous avez ce livre sur votre table de chevet ! Juste ce qu'il faut pour se prendre pour Charles Quint. Merci la B.D. !

Plus près de nous, le nouvel épisode que Pierre Christin et Jean-Claude Mézières consacrent aux aventures de Valérien : *Les héros de l'équinoxe* (Dargaud, 52 p. - 18,00 F). Le *Codex Mendoza* explore le passé, Valérien

nes, et Valérien qui, lui, n'a pas de modèle à proposer, juste l'idée que c'est au peuple de décider. Autogestionnaire, Valérien. Pas étonnant : Pierre Christin est un ancien du P.S.U.

Ça sent bon la contestation

Moins exotique, le nouveau Gotlib, *Rhâa Lovely* (Tome 3, Ed. Audie, 52 p., 22 F). Mais toujours plein de parodies : *l'exorciste* et *La fiancée de Frankenstein* en prennent un coup. Gotlib est un obsédé sexuel. Ne pense qu'à ça. Mais c'est pour notre plus grand plaisir. On passe son temps à se bidonner. Excusez-moi, je reviens dans 2 minutes, il faut que j'aille faire pipi... Ouf, ça va mieux ! Qu'est-ce que je disais ? Gotlib est un rigolo, mais là-dessous se cache une volonté de démolir tous les vieux mythes culturels, et ça sent bon la contestation.

Des contestataires, il y en a treize à la douzaine dans l'album collectif *Swiss Brothers* (Kesselring, 62 p., 20 F) qui regroupe des tas de jeunes dessinateurs pas connus. Kesselring, toujours à foutre le bordel partout, a décidé que la BD suisse devait se sortir définitivement de l'imagerie pour chocolat. Il a d'abord publié Leiter (*Démocratie suisse*, un chef-d'œuvre, qui a maintenant une édition allemande) et il donne aujourd'hui carte blanche à des petits nouveaux qui expliquent qu'en Suisse « on meurt petitement pendant toute sa vie et dans un décor superbe. » Voilà comme j'aime la BD : un peu cradingue, assez marrante et complètement critique.

Beaucoup plus de métier chez Caza, mais ça fait longtemps qu'il dessine. Tout en couleurs, *Accroche-toi au balai, j'enlève le plafond* (Dargaud, 50 pages, 18 F). Sans doute le meilleur album de l'année. Il était temps, on est bientôt en décembre ! Sont repris là-dedans tous les épisodes des *Scènes de la vie de Banlieue* que Caza donne à *Pilote* depuis longtemps. Entre le fantastique, la SF, le délire psychédélique et la parodie, Caza s'attaque avec rage à tous les beaufs qui vivent en H.L.M. Il les hait et les martyrise.

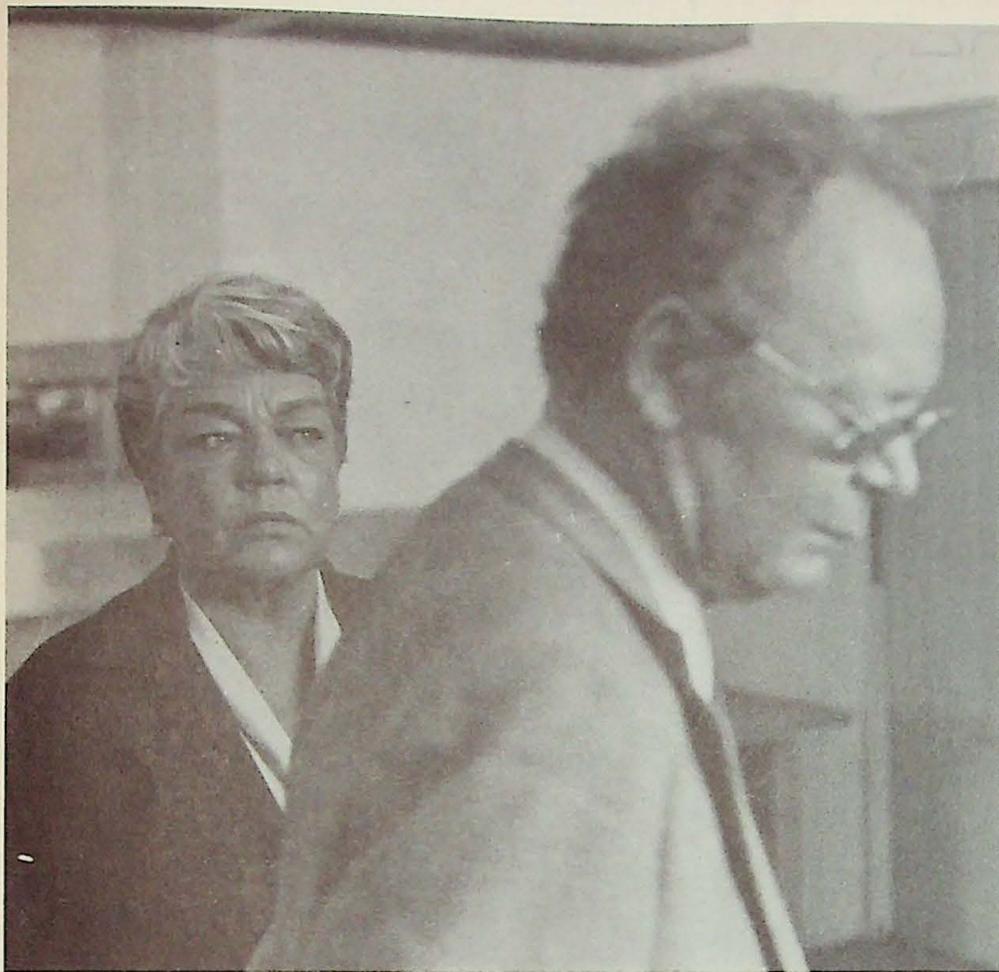
Dans le genre frissonnant

Aux Editions du Square, un petit nouveau de l'équipe de *Charlie hebdo* nous donne un album avec un titre qui plaira beaucoup aux nouveaux philosophes : *Le Goulag* (64 p., 30 F). Ça se passe en Russie, dans les camps de travail. Il fait froid, et les Russes n'y sont pas bien intelligents. Normal : comment voulez-vous réfléchir avec des glaçons au bout du nez ?

Moins drôle, plutôt même dans le genre frissonnant (mais pas à cause de la neige), le nouveau numéro du mensuel *Creepy* (n° 3, Editions du Triton, 11 rue Portefoin, 75003 Paris, 9 F) est consacré aux bébés monstres. A l'époque de la fécondation en éprouvettes et des clones triomphants, c'est vraiment le moment de se poser des questions. Un dossier pas bête du tout sur le ciné fantastique où les bébés mordent. Ce mensuel offre une plaquette de pillules à chaque nouvel abonné.

Plus underground, *Méfi !* (c/o Daniel Rougé, 6 rue du Maréchal Fayolle, 13004 Marseille, 3 F) nous donne 8 pages exceptionnelles de Volny, que l'on retrouvera, en non moins exceptionnel, dans le prochain *Antirouille*. *Méfi !* est l'un des journaux les plus vivants du moment. Et Volny fait des merveilles dans le genre social-fiction. C'est normal, ça fait longtemps qu'il dessine, lui aussi. Il a même publié ses premières bandes dans le *Codex Mendoza*.

Bernard BLANC ■



Simone Signoret dans « Judith Therpauve » : un film sur une femme et non sur la presse.

Coups de dés

« Alors, on va jouer au jeu de l'oie, c'est-à-dire à la vie, à la mort. »

● Geneviève Mouillaud, Anne Roche, « La cause des oies », Paris, Editions Maurice Nadeau, Les Lettres Nouvelles.

Dans le ronron rassurant de ce qu'on appelle la rentrée littéraire (rentrée qui est un cul-de-sac), on compte sur les doigts d'une seule main les livres qui osent rompre avec la niaiserie du romanesque en place, encombrant le marché comme les médias.

La cause des oies, de Geneviève Mouillaud et Anne Roche, est un de ces livres malotrus que revendeurs et censeurs préfèrent plutôt ignorer en élevant tout autour une forteresse de silence que prendre le risque d'en parler, serait-ce pour en dire du mal. Pas même récupérable pour la mode. Geneviève et Anne ne racontent pas, elles, leur première séance de masturbation ou la manière dont elles font pipi. Ce qui ne gêne plus personne. Non, ce qu'elles racontent, au travers de leurs mémoires politiques respectives (l'U.E.C. et le P.C., la guerre d'Algérie, mai 68...) qui s'entrecroisent comme leurs écritures, c'est l'éclatement du vieil espace politique et de son langage. Espace et langage qui instaurent des « fronts prioritaires » et des « fronts secondaires » dans la lutte de classes ; qui prétendaient s'ériger au-dessus des contingences de ce qu'on appelait alors le « domaine privé » ou personnel ; qui avaient foi dans les grandes et bonnes causes, pour lesquels la fin justifiait les moyens, voulant ignorer que « toute victoire finale est bête comme une oie », que de la victoire finale à la solution finale il n'y a qu'un pas... de l'oie.

Je ne voudrais surtout pas donner à penser qu'il s'agit d'un roman à thèse ou théorisateur. On en est à l'extrême opposé. Geneviève et Anne se jouent, se moquent, par la parodie, les jeux poétiques, le récit drolatique ou grave, d'événements vécus dans la « grande » ou la « petite » politique, de toute thèse ou norme ou modèle à prétentions totalisantes, qui deviennent si vite totalitaires dans le passage à l'acte.

Ni roman, ni poème, ni autobiographie, ni essai, mais simplement un livre qui ne craint pas d'inventer dans tous ces genres à la fois et complètement en dehors d'eux pourtant. Un livre à deux voix, deux voix de femmes qui, par l'intermédiaire de l'écriture, d'écritures échangées, ont vécu quelque chose de très intense pour elles-mêmes, par-delà le résultat escompté (d'ailleurs magnifique). Un livre conçu comme une partie — sans fin ni gagnante — du jeu de l'oie : chaque case représente une image ; on écrit à partir de la case à laquelle les dés vous ont renvoyé, avec la liberté de prendre l'image en question (un puits, une vache, un pont, etc.) dans tous ses sens possibles, à la lettre ou au figuré. Le hasard est donc un acteur essentiel dans le déroulement des écritures et des histoires racontées qui, au départ, devaient s'en tenir à l'espace du politique (une règle que Geneviève et Anne s'étaient données). Mais ça décolle sans cesse, ou plutôt, ce sont les ressorts cachés du « politique » qui montrent le nez de partout : ce qui se passe dans les corps et les mots, ce qui se tisse ou se défait entre eux.

Pour ceux qui aiment la découverte et ne craignent pas de prendre quelques risques.

Christine CARLIER ■

Alors rien. Tout ça reste flou, fou. Elle se bat, un point c'est tout, plongeant dans les magouilles journalistiques à corps perdu ; recommençant à zéro une vie qui, déjà, s'achève.

C'est ici que naît la rupture entre le scénario de Georges Conchon (éditions J.C. Simoën), pamphlet engagé et visionnaire contre la main-mise opérée par les trusts pro-gouvernementaux sur la presse, et la mise en scène de Patrice Chéreau, qui préfère à cette dénonciation politique une étude psychologique des protagonistes du drame. On regrettera peut-être que Judith Therpauve ne soit pas un film sur la presse et, par là, qu'il demeure tiède, voire obscur sur certains problèmes (notamment le syndicalisme à l'intérieur d'un journal) ; mais ce serait reprocher à ce film de ne pas être un autre. Il faut, en fait, accepter Therpauve tel que Chéreau l'a voulu : comme un film sur un personnage humain aux prises avec lui-même, à l'aube de sa fin. D'où un portrait fabuleux, tout en clairs-obscur et jeux de miroirs. Un portrait de femme que l'interprétation de Simone Signoret rend absolu, fascinant.

La silhouette grise de Therpauve face à l'absurdité de sa dernière lutte, c'est quelque chose. Et c'est quelque chose aussi, le jeu des acteurs de second plan : François Simon, en patron de presse qui se meurt, comme son empire ; ou Marcel Imhoff, en plumitif alcoolique, spécialiste des chiens écrasés. On pourra rejeter tout cela d'un revers de la main ; préférer à cette radioscopie de l'agonie une œuvre plus révoltée. Quand même : la marche en solo vers la chute, interprétée par Signoret, n'est pas rien.

Fabian GASTELLIER ■

Agonies

Se battre pour un journal, ou pour soi. Se battre, un point c'est tout.

« Judith Therpauve » de Patrice Chéreau. Salles : Saint-Germain Huchette (633-87-59) ; Montparnasse 83 (544-14-27) ; Bosquet (551-44-11) ; Concorde (359-92-84) ; Saint-Lazare Pasquier (387-35-43) ; Gaumont Opéra (073-95-48) ; Nation (343-04-67) ; Gaumont Sud (331-51-16) ; Clichy Pathé (522-37-41).

Un journal agonise sous les brumes de la province. Un de plus. Menacé d'être mangé par le trust officiel de la Presse, il s'éteint petit à petit. Un grand journal ? Non, une feuille de chou issue de la Résistance, qui eut son heure de gloire mais qui s'est évanouie dans le radotage réactionnaire sans jamais prendre le virage politique qu'il fallait... Ses propriétaires ? D'anciens héros du maquis guettés, eux aussi, par la mort prochaine et le gâtisme imminent. Pourtant, ils vont essayer, une dernière fois, de faire front contre l'ennemi : en confiant la direction de La libre République à Judith Therpauve, ancien Numéro Un de l'Ombre et symbole vivant du combat solitaire. Et Judith accepte. Elle va se battre jusqu'au bout. Pour le journal ? Elle n'y croit plus. Pour son passé ? Elle veut l'enterrer. Pour l'indépendance et la liberté de la presse ? Elle n'y connaît pas grand chose. Alors ?

Joan Pau Verdier

"En Art, les gens que
j'aime sont ceux qui
n'ont pas cessé de bouger"



Beaucoup de choses ont changé dans la musique de Verdier, depuis 1976, date de son premier « virage ». Jusque là, Verdier c'était l'Occitanie, au même titre que Marti, et rien que son prénom présageait de ce qu'on allait entendre à l'époque de ses premiers disques.

Maintenant, la musique de cet Occitan de naissance, Bourguignon d'adoption après avoir été Parisien de pas-

sage, s'il faut la définir par rapport aux autres, c'est un cocktail de Ferré-Zoo-Higelin-Béranger-Lavilliers. D'ailleurs, ceux-là aussi avaient commencé par « autre chose » avant de faire de la musique électrique.

Ce n'est pas un « rocker », Verdier ; d'ailleurs il ne faut surtout pas lui mettre d'étiquette, car à peine collée, elle risquerait d'être périmée. C'est

plutôt un chanteur qui en a marre de la poésie avec un grand « P » — celle qui mène à la chanson intellectuelle où la musique n'a pas d'importance.

« Non, je ne veux plus être considéré comme un chanteur occitan, même s'il n'est pas tout à fait exclu que je continue à faire des chansons en Occitan. J'ai fait des milliers de kilomètres depuis ma naissance, non seulement dans mon métier, mais aussi au sens propre, par le fait que je vive ailleurs.

Pour être chanteur occitan, il faut le vivre, être sur le terrain avec les gens, les vigneron. Je ne trahis pas l'Occitanie, c'est même l'inverse. Si je continuais à être « chanteur occitan » en vivant en Bourgogne, c'est là que je serais artificiel et dégueulasse. J'aimerais vraiment bien que le public comprenne ce truc. »

Verdier, il bouge et il aime ceux qui bougent. Les mecs qui ont trouvé un jour un moule et qui font des pâtes de sable tous semblables, ceux-là l'ennuient. « Le dernier disque de Jacques Brel, c'est du prêt-à-porter. Il a plagié Jacques Brel. C'est un exercice de style, ce qu'il a fait là. Un type aussi vrai et aussi intelligent que lui, s'il avait vraiment voulu faire autre chose que je ne sais trop quels arrangements ou combines de fric avec sa maison de disques, il n'aurait pas fait cela. »

Pour Joan Pau, les concerts qu'il va donner au Palais des Arts du 7 au 18 novembre, ce sera un aboutissement. Après : « on va faire autre chose, on va essayer de travailler dans une autre direction, même musicalement. »

Voilà, si vous en êtes resté à Verdier-Marti, ne vous attendez pas à voir Verdier-Lavilliers, car en fin de compte, vous ne trouverez que Verdier-Verdier.

Un détail important, le spectacle commencera à 20 h précises, car parmi les voisins du Palais des Arts, il y a des hôtels, et s'ils sont quelquefois borgnes, ceux-ci ne sont jamais sourds... Les murs ont des oreilles, c'est bien connu.

Michel MARTIN ■

Notre menu

● Il y a 15 jours on vous signalait le passage des Ménestriers au Palais des Arts, du 30 octobre au 5 novembre. Eh bien, pour la circonstance, ils sortent un disque. « On ne restitue pas la musique populaire ; elle doit vivre avec la liberté de notre temps. C'est alors d'une recherche qu'il s'agit, avec la part d'aventure que ce mot comporte. » C'est eux qui disent ça, mais puisque ça caractérise si bien Mandrin, le disque en question, pourquoi dire autre chose ? Les Ménestriers - Mandrin. Le Chant du Monde LDX - 74 673 - A.

● Cette semaine, notre menu sera copieux, et on n'aura que l'embaras du choix.

● Jean Sommer sera à la Cour des Miracles du 30 octobre au 21 novembre

à 20 h 30 dans un spectacle qui s'intitule « Blue Balade en rose et en épines » — rien de moins.

● André Tavernier, lui, ira au Lucernaire Forum du 1^{er} au 14 novembre à 22 h 30, dans « Chanson en mauve » (on vous en fait voir de toutes les couleurs !).

● Si vous préférez les grandes salles, on vous propose rien de moins que l'Olympia, avec une nouvelle formule « Entre chien et loup ». Ça commence à 18 h précises et c'est pas cher (25 F - 20 F pour les collectivités).

● Côté programme : le 2 : Imago ; le 3 : Tiempo Argentino ; le 4 : Mòrice Benin et Castelhemis ; le 5 : Djamel Allam ; le 8 : Areski et Fontaine ; le 9 : Gwendal ; le 10 : Kevin Coyne ; le 11 : Sugar Blue

and Mud Ball Sweet et le 12 : Toto Bissainthe. Toujours à l'Olympia, toujours à 18 h. La semaine d'après il y aura encore des tas de trucs aussi chouettes et les semaines suivantes aussi.

● A la Mutualité, le 14 novembre de 19 à 23 h 30, Afrique du Sud : jazz et blues pour la libération avec Chris Mac Gregor, Brian Isaacs, Jabula, Mayibuya, la troupe des 4 Chemins et Toto Bissainthe. Le tout est organisé par le mouvement anti-apartheid CAO.

Enfin, pour ceux qui lisent mal la dernière page, Anne Sylvestre est au chapiteau des Halles, rue Pierre Lescot, jusqu'au 9 décembre, et Joan-Pau Verdier sera au Palais des Arts du 7 au 18 novembre.